

Intervention CGT UL Arles jeudi 8 octobre

Cette journée du 8 octobre est interprofessionnelle et intergénérationnelle.

C'est une journée pour dire que la politique menée par le gouvernement Valls-Hollande-Macron et le MEDEF ne nous va pas, qu'elle mène droit au mur d'un point de vue social, économique et humain, que nous la refusons, et que nous proposons d'autres choses.

L'emploi et les salaires restent les préoccupations majeures.

Nous ne voulons pas du dogme de l'austérité.

Nous voulons une autre politique économique et sociale.

Nous voulons que soient entendues les revendications des salariés, des retraités et des jeunes dans tout le pays.

Partout en France, des rassemblements, des manifestations, des grèves ont lieu aujourd'hui, pour faire entendre la nécessité de créer les emplois nécessaires dans le privé comme dans le public, d'améliorer le pouvoir d'achat, ce qui passe notamment par l'augmentation des salaires et des pensions, de réaliser réellement l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, d'améliorer les conditions de travail, de réduire le temps de travail, de conforter la protection sociale et de protéger socialement les jeunes, notamment en leur garantissant un droit à l'autonomie.

Nous voulons l'augmentation des salaires, des retraites, des pensions, des minimas sociaux, du point d'indice des fonctionnaires, et des bourses pour les étudiants;

Oui il faut redire que les salaires, ne sont pas un coût, c'est un investissement, le salaire doit être le juste paiement pour les richesses produites, les qualifications doivent être reconnues. Ce qui plombe les comptes des entreprises, c'est le coût du capital. Ce ne sont ni les salaires, ni ce qu'ils appellent les charges, qui sont en fait notre salaire socialisé et dont bon nombre d'entreprises pour une raison ou une autre sont exonérées. Avoir un pouvoir d'achat correct c'est une question de dignité humaine, de civilisation, c'est de l'argent qui revient directement dans le circuit économique.

Nous voulons l'égalité salariale femmes/hommes ;

La RATP vient d'être condamnée pour n'avoir pas respecté le protocole qu'elle avait elle même signé. C'est une victoire encourageante pour rappeler que les salaires féminins n'ont pas à être en dessous des salaires masculins, et que, par exemple, le respect du « à travail égal salaire égal » permettrait d'équilibrer les comptes des retraites complémentaires à très court terme.

Nous voulons l'amélioration des conditions de travail et la réduction du temps de travail pour créer des emplois, combattre et réduire le chômage;

Travailler moins, travailler mieux, et travailler tous et toutes. Oui, nous disons qu'une société moderne conjugue avancées technologiques et avancées sociales et que 32 heures c'est une proposition moderne. Il faut arrêter d'avoir d'un côté ceux qui sont surchargés de travail et de l'autre ceux qui chôment ou ne travaillent pas assez, comme les salariés à temps partiel ou les précaires. Nous redisons notre opposition à l'extension du travail du dimanche et du travail de nuit.

Nous voulons pérenniser et améliorer les garanties collectives ;

La CGT est clairement contre les lois Macron et Rebsamen. La CGT redit que la démocratie dans l'entreprise est le moteur du bien travailler et donc du bien produire, et que le contraire, en sus de ne pas respecter les salariés, est contre-productif pour l'économie. La CGT redit que les attaques contre les prud'hommes sont une régression inacceptable du droit. La CGT redit que force doit rester à la loi et qu'il ne faut pas inverser la hiérarchie des normes, que l'accord d'entreprise ne doit pas primer sur le code du travail. Nous sommes solidaires du Syndicat CGT de Transgourmet qui combat avec les salariés depuis des mois le management répressif de la Direction du site de Saint Martin de Crau et son harcèlement anti syndical contre les élus et syndiqués CGT.

Nous voulons pérenniser et améliorer la protection sociale, les retraites complémentaires, pour garantir les droits à la santé et à la retraite ;

On célébrait ces jours-ci les 70 ans de la Sécurité Sociale. Mais la loi Touraine continue de brader les acquis du système mis en place par Ambroise Croizat et Pierre Laroque. Mais le MEDEF, en voulant imposer sa solution de financement des retraites complémentaires et fusionner AGIRC et ARRCO, veut diminuer les pensions des retraités et mettre fin au statut cadre pour le secteur privé.

Nous voulons développer les investissements, pour relancer l'activité économique en tenant compte des impératifs écologiques ;

C'est pour notre région, rappeler que nous ne voulons pas du tout tourisme, ou du tout logistique, mais que nous voulons aussi le développement de l'emploi industriel. Nous refusons le bradage des installations portuaires, le bradage de boîtes à la pointe du progrès dans leurs domaines comme NEXCIS. Nous soutenons les salariés en lutte pour leur emploi aux MOULINS MAUREL, à ST LOUIS SUCRE, à TOTAL la Mède, à ALTEO Gardanne, à la CENTRALE DE GARDANNE.

Nous voulons protéger socialement les jeunes pour garantir un droit à l'autonomie ;

On est là dans l'investissement sur l'avenir, dans le respect des individus

Nous voulons conforter et promouvoir les services publics ;

Nous refusons la loi NOTRe et la loi MAPTAM, la réforme territoriale en cours. Nous défendons l'emploi public, les centres de Sécu, la CAF, la Poste, les perceptions de proximité, l'hôpital de proximité, la SNCM, un service public de l'eau et de l'assainissement....

Nous voulons investir dans le système éducatif pour faire face à l'augmentation du nombre de lycéens et d'étudiants en leur assurant des conditions d'études satisfaisantes.

Alors que dans la prochaine loi de finances, le gouvernement a proposé de diminuer de 1 % à 0,8% le taux pour la formation des fonctionnaires territoriaux, il est nécessaire d'investir dans la formation et la formation professionnelle continue, c'est là se donner des atouts pour la compétitivité !

Le gouvernement et le MEDEF doivent respecter la démocratie, ne pas s'asseoir sur les décisions quand elles ne leur plaisent pas, ils sont responsables des débordements, de la montée des idées de ségrégation, de racisme, de la désespérance.

Cette journée est l'occasion de dire que le droit d'asile est un droit de l'homme.

Dire que le pays des droits de l'homme doit respecter chacun.

Dire notre colère, notre refus des politiques d'austérité, notre attachement à vivre ensemble dans ce pays.